L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 27 FEVRIER 1860.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES:
G F WEISSE, N DUFOUR,
E DEVERGES, S HARBY
Rue de Chartres, No 85, entre Conti et Bienville.

Nouvelle-Orléans,
LUNDI MATIN, 27 FEVRIER 1860.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Anthony Hernandez, au coin Closet et Grande Hommes, une Dwelling—Effets mobiliers, bijoux, etc.

Par C. E. Fredell, au coin Esplanade et Montegut—La collection magnifique de gravures.

Par J. B Walton, à la Bourse St-Charles, pour le compte du fonds des dettes de M. Donogh—Vente de terre avec la parcelle M-Donogh.

Par le shérif, à midi, à l'HÔTEL de la Cité—Un terrain avec batisses, dans le Troisième District, rue des Boulevards Extérieurs.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, au No 31, Victor Lecomte — Armoires, lignes, rideaux, volets, fauteuils, etc.

Par Blanchet & Lamonnier, à 10 heures, à leur magasin, No 52, rue de Chartres—Vente à crédit d'établissements de peinture et de quincaillerie blanches.

Droit maritime.

Le Congrès de Paris a proposé aux puissances maritimes du monde entier l'abolition de la course, et l'Angleterre, la France et la Russie se sont empressées n'accepter cette proposition. Ils ont déclaré qu'ils ne feraient jamais la guerre aux navires de commerce entre elles. Que l'un de ces Etats soit en guerre avec les autres, il n'aura à lutter que contre les corsaires marines nationales, et ses bâtiments marchands n'auront pas à redouter ces corsaires.

Les Etats Unis, le Mexique et l'Espagne ont refusé d'adhérer à la proposition du Congrès et se sont conséquemment réservé le droit de distribuer des lettres de marque, en cas de guerre. Leur réponse était fondée sur un raisonnement bien simple. Ne possédant qu'une marine de second ou de troisième ordre, la course est pour eux une arme puissante à laquelle ils auraient recours de préférence comme puissance maritime. Notre commerce sera la pépinière de corsaires, et distribuant des lettres de marque, nos commerçants en quelques mois, de terribles ennemis des croiseurs qui auraient le nom britannique.

Une réponse officielle de lord Palmerston à ce sujet que nous venons de traiter, toute à la louange. Une députation de négociants de Liverpool, de Bristol, de Manchester, de Leeds, de Hull, de Belfast et de Gloucester se sont rendus auprès de lui pour le prier de ne point accéder à la proposition du Congrès. Le cabinet anglais et l'opposition ont adjuré d'assurer la prospérité du gouvernement, que les intérêts particuliers de l'homme ne pourraient être sacrifiés sur l'autel de la gloire ou en temps de guerre.

C'est tout simplement, on le voit, la répétition de la proposition des Etats Unis, proposition qui était formellement soumise au congrès européen, et cette assemblée ne fut réunie pour délibérer sur les affaires d'Italie. Le commerce anglais, lorsque l'gouvernement indécis du congrès aurait certain, était devoir s'adresser, comme nous l'avons plus haut, au ministre, afin de l'engager à négocier, par voie de traités internationaux, l'adoption du nouveau principe. Lord Palmerston a répondu que le gouvernement britannique ne pouvait abandonner un droit reconnu par tous les publicistes, les hommes d'état les plus éminents et de faire leurs marins prisonniers. En cas de guerre, l'Angleterre serait sûre de les retrouver plus tard sur les bâtiments de guerre. Lord Palmerston ayant en vue les forces militaires de la Grande Bretagne, ne veut pas que celle-ci paraisse en infériorité numérique en cas d'invasion des forces de l'ennemi sur les côtes. Il ajoute que la flotte anglaise n'a pas besoin de recourir à la course pour augmenter ses forces, et qu'elle ne peut rien ajouter à la puissance navale du pays, déjà si considérable, et qui, supprimée par les Etats maritimes de second ordre, la lamerait, sans aucun doute, à la merci de la France maîtresse souveraine de l'Océan.

La question est donc réglée pour le moment. La France et l'Angleterre, qui sont d'accord sur les grandes questions internationales, ne veulent pas reconnaître l'inviolabilité des biens particuliers sur mer en temps de guerre, quoiqu'elles en aient renoncé au droit de les faire confisquer par leurs croiseurs. Nous qui n'avons qu'une faible marine de guerre, nous nous réservons le droit d'armer des corsaires et de courir aux bâtiments marchands de l'ennemi. Le progrès n'a pas encore été à pas pris nul.

Dépêches télégraphiques,

TRANSMISES A L'ABEILLE

Autres nouvelles par l'Hermann.

New York, 25 février.—Les malles par l'Europe sont arrivées ici hier soir, mais une partie a manqué du Sud n'ont été expédiées que par le train du matin.

Le steamer Anglo Saxon, venant de Portland, est arrivé à Liverpool le 8. Le steamer Edinburgh de New York, est arrivé le 9.

NOUVELLES POLITIQUES

ANGLETERRE ET ITALIE EN ITALIE.

A la chambre des anglais, lord John Russell, secrétaire des affaires étrangères, a annoncé que le gouvernement anglais avait fait à la France et à l'Autriche des propositions de conférences. Le gouvernement de Victor Emmanuel